



Le 5 juin, plus de 500 PsyEN-EDO, administratifs, professeurs, se sont réunis. Ils dénoncent le passage des DRONISEP et ses 300 fonctionnaires aux Régions comme le prévoit le projet de loi sur « la liberté de choisir son avenir professionnel » dont FO exige le retrait, la fermeture des CIO, l'affectation des 3700 PsyEN-EDO en établissement. Pour le SNFOLC, ils ont raison : ils veulent conserver leur lieu de travail spécifique qui leur garantit leur indépendance, leurs missions dans l'Éducation nationale. Ce premier plan social prévu par le ministre Blanquer conformément aux orientations du ministre de la Fonction publique de supprimer 120 000 fonctionnaires, dont 50 000 dans la Fonction publique de l'Etat, illustre la volonté du gouvernement de céder pans par pans des morceaux entiers de service public aux Régions et aux entreprises privées – comme pour les cheminots.

Plus d'un tiers des PsyEN-EDO, avec les personnels des CIO, a manifesté à Paris en direction du ministère de l'Éducation nationale. Les organisations syndicales de l'intersyndicale nationale (SNFOLC, SNES-FSU, SE-UNSA, CGT Educ'action, SUD, SNPTES, SGEN CFTD) ont été reçues par le cabinet du ministre. Le ministère confirme le passage des DRONISEP aux Régions, que des CIO vont fermer, que le partenariat avec les Régions se met en place, qu'il serait possible de nommer des PsyEN en établissement voire même de transférer des CIO dans les établissements.

Le ministère confirme, pour le SNFOLC, la mise en place de l'agenda social annoncé par M. Blanquer au Comité technique ministériel du 16 mai sur les nouvelles missions pour l'ensemble des personnels - le cabinet affirmant : « il faut réfléchir à un partenariat PsyEN-EDO et professeurs pour Parcoursup notamment, qui va faire l'objet d'un travail dans les académies et les régions académiques. » Tout est dit : agenda social pour détruire les droits, réforme territoriale avec treize Régions avec des droits différents de Région en Région et des recrutements locaux... et tout cela accompagné d'une « politique RH de proximité ».

Aucune garantie n'a donc été donnée à l'ensemble des personnels et aux organisations syndicales. Ce ne sont pas les propos tenus par les représentants du ministre au Conseil supérieur de l'éducation le 15 mai qui rassureront les personnels : « pour le moment le projet ne revient pas sur le principe d'au moins un CIO par département. » Ce que veulent les personnels, c'est pouvoir exercer leurs missions en toute sérénité, dans un lieu de travail spécifique où ils peuvent recevoir tous les publics.

Les PsyEN-EDO sont sollicités sans relâche depuis le 22 mai, confrontés aux parents d'élèves, aux centaines de milliers de lycéens qui n'ont pas de place dans la filière universitaire et l'université de leur choix, conséquence du tri social de Parcoursup – massivement rejeté. Et dans le même temps, ils doivent se battre pour conserver leur statut de fonctionnaire d'Etat. Inacceptable !

Le SNFOLC appelle à multiplier les assemblées générales dans les collèges et lycées de tous les personnels pour prendre position sur les revendications. Elle soutient les initiatives décidées par les assemblées générales pour combattre les plans du gouvernement.